

*Donation  
Dr. Enrique Petracchi*

JUST LUCHET

Ancien Élève de l'École Polytechnique

DOCTEUR EN DROIT

# L'ARRÊT BLANCO

---

LA THÈSE DE LA COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE  
EN MATIÈRE DE  
RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'ÉTAT

---

« Il y a des victoires *per se* et des victoires  
*per accidens* ».

(Paul VALÉRY, *Regards sur le  
monde actuel*, p. 75.)

LIBRAIRIE  
DU  
RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)  
22, Rue Soufflot, PARIS (V<sup>e</sup>)

—  
1935

# TABLE DES MATIÈRES

---

AVANT-PROPOS .....	5
<i>Abréviations</i> .....	10

## INTRODUCTION 11

**Responsabilité et garantie en général  
et spécialement dans le service: privé et public**

SECTION I. — RESPONSABILITÉ ( <i>lato sensu</i> ) ET PRÉJUDICE. <span style="float: right;">12</span>
---

SECTION II. — DISTINCTION PROCÉDANT DE LA RELATION ENTRE LE PRÉJUDICE ET LE DÉFENDEUR EN RESPONSABILITÉ. PRÉJUDICE IMPLIQUANT — OU N'IMPLIQUANT PAS — UNE FAUTE DU DÉFENDEUR : « RESPONSABILITÉ » ( <i>stricto et recto sensu</i> ) ET « GARANTIE » .....	15
--	----

SECTION III. — DISTINCTION PROCÉDANT DE LA NATURE DU PRÉJUDICE. PRÉJUDICE, RESPONSABILITÉ ET GARANTIE « DÉLICTELS » OU « OBLIGATIONNELS »....	27
---	----

SECTION IV. — LE SERVICE .....	42
--------------------------------	----

PARAGRAPHE I. — Le Service <i>in genere</i> .....	42
---	----

PARAGRAPHE II. — Les différentes formes — et spécialement la forme publique — du Service .....	47
--	----

SECTION V. — RESPONSABILITÉ ET GARANTIE DÉLICTELS OU OBLIGATIONNELLES DANS LE SERVICE....	50
--	----

PARAGRAPHE I. — Régime de réparation civile délictuelle .....	51
Article 1. — Nature et fondement de l'obligation de réparation délictuelle du maître du service : privé ou public .....	52
Article 2. — Conditions du jeu de l'obligation de réparation délictuelle du maître du service : privé ou public .....	60
N° 1. — Service privé .....	60
N° 2. — Service public .....	63
Article 3. — Limitations de l'obligation de réparation délictuelle du maître du service : privé ou public .....	64
N° 1. — Service privé .....	64
N° 2. — Service public .....	65
PARAGRAPHE II. — Régime de réparation civile obligationnelle .....	66
Article 1. — Nature et fondement de la responsabilité obligationnelle du maître du service : privé ou public .....	68
Article 2. — Conditions du jeu de la responsabilité obligationnelle du maître du service : privé ou public .....	70
Article 3. — Limitations de la responsabilité obligationnelle du maître du service privé ou public .....	71
N° 1. — Service privé .....	71
N° 2. — Service public .....	72
PARAGRAPHE III. — La doctrine jurisprudentielle administrative de la responsabilité administrative, civile, pécuniaire, de l'Etat, maître du service public ..	73
APPENDICE. — Articulation des responsabilités civiles de l'Etat et de l'agent du service public administratif .....	96

## TITRE I

## La préhistoire de l'arrêt « Blanco » 103

PARAGRAPHE PRÉLIMINAIRE. — La double question — compétence et fond — de la responsabilité de la Puissance publique.	
Objet et division du présent Titre .....	103

## CHAPITRE I. — La thèse administrative de 1789 à 1873 106

SECTION I. — 1 <sup>re</sup> PHASE : 1789 A 1850. — RÈGLE DE « L'ETAT DÉBITEUR » .....	107
SECTION II. — 2 <sup>e</sup> PHASE : 1850 A 1852. — ARRÊT « MANOURY » .....	108
SECTION III. — 3 <sup>e</sup> PHASE : 1852 A 1861. — ARRÊT « ROTHSCHILD » .....	110
SECTION IV. — 3 <sup>e</sup> PHASE : 1861 A 1873. — ARRÊT « DEKEISTER » .....	113

## CHAPITRE II. — La thèse judiciaire de 1789 à 1873. 115

SECTION I. — LE PRINCIPE GÉNÉRAL .....	115
PARAGRAPHE I. — Responsabilité obligationnelle : Arrêt <i>Frénoy-Tassart</i> .....	116
PARAGRAPHE II. — Responsabilité délictuelle : Arrêts <i>Depeyre</i> — <i>V<sup>o</sup> Brun</i> — <i>Turck</i> .....	117
SECTION II. — LE TEMPÉRAMENT : ARRÊT « DEBAST » .....	121
SECTION III. — LE FLÉCHISSEMENT : ARRÊT « DE ROTROU » .....	122
CHAPITRE III. — L'état de la question à la veille de l'arrêt « Blanco » .....	124

## TITRE II

## L'arrêt « Blanco » et sa fortune 131

## CHAPITRE I. — L'arrêt « Blanco » ..... 132

## SECTION I. — LES CONCLUSIONS DAVID ..... 132

## PARAGRAPHE I. — Le texte ..... 133

## PARAGRAPHE II. — Analyse et mise en forme de l'argumentation ..... 139

## SECTION II. — L'ARRÊT ..... 141

## PARAGRAPHE I. — La décision et son prononcé... 141

## PARAGRAPHE II. — L'argumentation et sa critique formelle ..... 142

## CHAPITRE II. — La fortune de l'arrêt « Blanco ».. 149

## SECTION I. — L'ARRÊT « BLANCO » ET LA JURISPRUDENCE ..... 149

## PARAGRAPHE I. — La consécration ..... 149

Article 1. — L'adhésion de la juridiction judiciaire. *La captivité de Babylone*... 150Article 2. — L'arrêt *Feutry* ..... 152

## PARAGRAPHE II. — La triple fissure ..... 155

Article 1. — La fissure : « *Gestion privée* » (Conclusions *Terrier*) ..... 156Article 2. — La fissure : « *Action pénale* » (Arrêts *Motsch*) ..... 162Article 3. — La fissure : « *Travaux publics* » (Arrêts *Somerville* et *Devisse*) ..... 167PARAGRAPHE III. — La brisure — et la réparation : L'arrêt *Dame Mélinette* et l'arrêt *Verbanck* ..... 170Article 1. — L'arrêt *Dame Mélinette* ..... 170

## N° 1. — L'histoire juridique de l'arrêt ..... 170

## N° 2. — Son examen ..... 177

N° 3. — L'arrêt *Dame Mélinette* et l'arrêt *Blanco*.. 185Article 2. — L'arrêt *Verbanck* ..... 187

## N° 1. — L'histoire juridique de l'arrêt ..... 187

N° 2. — L'arrêt et les conclusions *Verbanck* au regard des arrêts *Blanco* et *Dame Mélinette* 189

## SECTION II. — L'ARRÊT « BLANCO » ET LA DOCTRINE 195

## PARAGRAPHE I. — Adhésion au motif en tant que tel et au dispositif ..... 196

## PARAGRAPHE II. — Rejet du motif en tant que tel, avec adhésion au dispositif .. 197

## PARAGRAPHE III. — Rejet absolu du motif en soi, avec adhésion au dispositif .. 198

PARAGRAPHE IV. — Rejet intégral et radical de l'arrêt *Blanco* : motif et dispositif. 201

## SECTION III. — L'ARRÊT « BLANCO » ET LA LOI ..... 205

## TITRE III

## La thèse de la compétence administrative en matière de responsabilité civile de l'Etat ... 213

## PARAGRAPHE PRÉLIMINAIRE. — La thèse et sa diversité. — Objet et division du présent Titre ..... 213

CHAPITRE I. — 1<sup>re</sup> Branche. — L'argument indirect de fond: Inapplicabilité du droit civil de la responsabilité à la responsabilité civile de l'Etat .... 215

PARAGRAPHE PRÉLIMINAIRE. — Objet et division du présent Chapitre .....	215
SECTION I. — LES RAISONS CLASSIQUES DE L'EXCLUSION DES ARTICLES 1384 ET SUIVANTS HORS DE LA MATIÈRE : RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'ÉTAT .....	
PARAGRAPHE I. — Le point de vue pratique .....	216
PARAGRAPHE II. — Le point de vue juridique .....	219
Article 1. — Les raisons de David .....	219
N° 1. — Le rôle de l'Etat .....	220
N° 2. — Les particularités organiques des services publics .....	221
N° 3. — Les limitations de la responsabilité de l'Etat .....	222
Article 2. — Les raisons de Laferrière .....	224
N° 1. — L'argument exégétique .....	224
N° 2. — L'argument historique .....	225
N° 3. — L'argument organique .....	226
PARAGRAPHE III. — Les désaveux .....	230
SECTION II. — LE SIÈGE DE LA MATIÈRE .....	
Article préliminaire. — Retour aux principes généraux. — Objet et division de la présente Section..	235
PARAGRAPHE I. — Existence et qualification juridique d'un « champ obligationnel administratif » entre Etat et administrés .....	
Article 1. — Son existence .....	237
Article 2. — Sa qualification juridique .....	245
PARAGRAPHE II. — Les natures de préjudices générateurs — et les régimes correspondants — de la responsabilité de l'Etat .....	
	248

Article 1. — Les natures de préjudices générateurs de la responsabilité de l'Etat.	248
Article 2. — Les régimes de la responsabilité civile de l'Etat et leurs points d'insertion dans le droit civil de la responsabilité .....	253
N° 1. — Le régime délictuel .....	253
N° 2. — Le régime contractuel .....	255
N° 3. — Le régime obligationnel non contractuel..	258
PARAGRAPHE III. — Conclusion : Le siège, dans le droit civil, de la responsabilité civile de l'Etat .....	
	261
SECTION III. — LA NÉCESSITÉ — « A FORTIORI » — DE L'APPLICATION DU DROIT CIVIL .....	
	263
CHAPITRE II. — 2 <sup>e</sup> Branche. — L'argument direct de compétence: Sauvegarde de l'autonomie administrative au nom du principe de la séparation des pouvoirs .....	
	272
PARAGRAPHE PRÉLIMINAIRE. — La « séparation des pouvoirs » <i>secundum subjectam materiam</i> et le « trouble » administratif.	
Objet et division du présent Chapitre .....	272
SECTION I. — LE PRÉTENDU « TROUBLE » MATÉRIEL ET INDIRECT DE L'ACTIVITÉ ADMINISTRATIVE. — L'ADMINISTRATION ET L'ÉTAT.	
	277
PARAGRAPHE I. — Les expressions impropres et fallacieuses .....	
	278
Article 1. — Il n'est pas permis de parler de : « Responsabilité pécuniaire de l'administration envers l'administré ». L'administration n'est pas l'Etat ...	278
N° 1. — La prétendue « responsabilité pécuniaire de l'administration envers l'administré » ....	279

<b>Article 1.</b> — L'argument jugé en soi .....	346
<b>Article 2.</b> — L'argument jugé dans son application à la matière : responsabilité civile de l'Etat .....	350
N° 1. — Le fondement : égalité de répartition des charges publiques (Renvoi) .....	351
N° 2. — La dualité des régimes de la responsabilité « extra-contractuelle » de l'Etat envers les « tiers » et les « usagers » .....	352
N° 3. — L'élargissement de la responsabilité extra-contractuelle (« La faute objective ») ....	353
N° 4. — L'appréciation des contingences circonstancielles — autres que la faute — de service .....	354
N° 5. — La distinction entre le « fait de service » et le « fait personnel » et le « non-cumul » des actions en responsabilité .....	356
N° 6. — La discontinuité de la relation entre la responsabilité de l'Etat et la faute de l'agent .....	361
N° 7. — La « spécialité » du préjudice.....	362
Conclusion .....	363
 <b>PARAGRAPHE II.</b> — L'intérêt prétendu du justiciable : Le libéralisme du juge administratif .....	364
<b>Article 1.</b> — L'argument jugé en soi .....	365
<b>Article 2.</b> — L'argument jugé dans son application à la matière : responsabilité civile de l'Etat .....	369
N° 1. — L'« anonymat » de la « faute de service » et la « responsabilité directe » de l'Etat (Renvoi) .....	369
N° 2. — La responsabilité « pour risque » .....	370
N° 3. — La responsabilité « pour faute » .....	372
N° 4. — La théorie du « non-cumul » des actions en responsabilité contre l'Etat et contre l'agent .....	373
N° 5. — La renonciation à la prescription pénale. ....	377
N° 6. — La question du « préjudice moral » ....	379
N° 7. — L'évaluation du préjudice matériel ....	384
N° 8. — La qualité d'ayant-droit .....	385

N° 9. — La procédure de « renvoi au ministre ».	385
N° 10. — La manière de motiver — ou, plus exactement... de ne pas motiver .....	386
N° 11. — L'appréciation des faits de la cause ....	388
N° 12. — L'argument de jurisprudence comparée (anglo-américaine et belge) .....	390
Conclusion .....	394
 <b>CONCLUSION DU CHAPITRE</b> .....	396
 <b>CHAPITRE IV.</b> — 4 <sup>e</sup> Branche. — L'argument législatif « a contrario » : La thèse de la juridiction administrative prétendue « de droit commun » .....	399
 <b>SECTION I.</b> — L'ARGUMENT — COMME TOUT ARGUMENT « A CONTRARIO » — N'EST QU'UN POSTULAT DÉGUISE .....	400
 <b>SECTION II.</b> — LE POSTULAT EST A RETOURNER : LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE N'EST PAS JURIDICTION « DE DROIT COMMUN » — MAIS BIEN JURIDICTION « EXCEPTIONNELLE » .....	403
 <b>APPENDICE.</b> — La loi du 20 avril 1932 .....	416
 <b>CONCLUSION ET CONSTRUCTION</b> .....	425
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	462
<i>Addenda</i> .....	479
 <b>TABLE DES MATIÈRES</b> .....	485